

Notre combat commun pour l'équité et la justice sociale Depuis quelques jours, l'un des scandales les plus sordides s'est éclaté depuis la région de l'Ouest. Il ne s'agit certainement pas d'une guerre, comme le Cameroun a désormais l'habitude de mener notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, de l'Est, et aujourd'hui, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Mais, si aucune mesure n'est prise, il est évident (personne ne le souhaite) que c'est un autre front social tendu et instable qui s'ouvrira dans cette région.

En effet, sans amplifier les faits ou surfer sur les fibres tribalistes ou nombrilistes, le NOUN a été victime d'une injustice et d'une iniquité criardes, lors de la troisième vague de la contractualisation des instituteurs diplômés. Tenez par exemple, au plan national, sur près de 3000 instituteurs contractualisés, seulement 21 Bamoun ! Ce qui fait un pourcentage de....0,7% ! Pas moins ! En essayant de comprendre ce fait révoltant, on pourrait convoquer les chiffres dans la région de l'Ouest, où le département du NOUN représente près de 53% de la superficie de cette unité administrative. Ce qui aurait pu, logiquement, amener à faire une répartition proportionnelle à cette donnée, par simple souci d'équité. Ou alors faire une répartition en fonction du nombre de départements de la région, par souci de justice. Mais le fait est ahurissant ! Alarmant ! Sur 357 instituteurs retenus à l'Ouest, le NOUN ou les Bamoun s'en tirent avec 10 places ! Soit 2,8% !

Voilà donc tout un département meurtri, avili, à cause d'une pratique inique de l'injustice, (avec ses sucres que sont la corruption, le népotisme et le favoritisme) qui perdure et qui a fini par déborder les limites de l'intolérable. Disons les choses telles qu'elles sont ! Les Bamoun ont été largement et totalement ignorés par cette procédure de recrutement pourtant salutaire. Sommes-nous si nuls et peu qualifiés pour que sur près de 800 postulants, seuls 21 ne soient retenus ? Ce, alors qu'une ENIEG est logée à Foumban. Sommes-nous si politiquement peu représentés pour être royalement ignorés par le Renouveau ? Et puisqu'on parle de la politique, disons-en un mot : Au lendemain de l'avènement de la démocratie et des élections pluralistes dans les années 1996, le département du NOUN a souffert du choix politique libre de ses populations. Des générations sacrifiées, interdites de réussir à un concours administratif, parce que nos parents étaient taxés « opposants » Et ça, nous l'avons toléré ! Plus tard, ce que certains ont appelé le réveil politique est arrivé. Le « choix du réalisme » en politique pour consacrer le « donnant-donnant » est désormais de mise, en faveur du Renouveau. Puisqu'à l'issue des dernières consultations politiques de 2013, quatre communes du NOUN sont désormais contrôlées par le RDPC contre cinq pour l'opposition. N'est-ce pas vous avez dit qu'il fallait voter pour le régime, afin de pouvoir bénéficier de ses faveurs ?

Sans faire dans le chantage, disons les choses de manière claire et nette. Il est urgent que le

gouvernement revoie et ajuste ces données. En année électorale comme 2018, avec des crises et des tensions à travers le pays, personne ne souhaite l'instabilité du pays. Mais on ne peut prévenir la réaction des personnes victimes d'injustice. Car, face à l'injustice, on devient rebelle. Même sans s'en rendre compte !

## **LE COLLECTIF DES NOUVEAUX LEADERS BAMOUN**